



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE

Division de l'appui opérationnel
Bureau du budget et de l'administration
Section administration
85, Bd Clemenceau – BP 33284
35032 RENNES CEDEX
Tél. : 02 99 32 53 73

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
PROCÉDURE FORMALISÉE**

Appel d'offres ouvert

(Articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et
R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

OBJET DU MARCHÉ :

**Fourniture d'une solution de comptabilisation individuelle de frais de
chauffage des casernes domaniales de la Région de Gendarmerie de
Bretagne.**

n° de référence du marché : 2025-FCS-1

CCAG-FCS de référence : conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

**Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est composé de 36 pages
numérotées de 1 à 36**

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP.....	1
Article 1 - Objet / Présentation du marché.....	5
Article 2 - Intervenants.....	5
2.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur.....	5
2.2 Service chargé du suivi administratif.....	5
2.3 Service chargé du suivi technique.....	5
2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de gendarmerie.....	5
2.5 Comptable assignataire.....	6
2.6 Titulaire, co-traitance et sous-traitance.....	6
Article 3 - Type de procédure et pièces contractuelles.....	6
3.1 Type de procédure.....	6
3.2 Catégorie d'achat.....	6
3.3 Allotissement.....	7
3.4 Quantités estimatives.....	7
3.5 Pièces contractuelles.....	7
Article 4 - Confidentialité.....	7
4.1 Obligation de confidentialité.....	8
4.2 Intervention sur site sécurisé – accès sur agrément.....	8
Article 5 - Prise d'effet - Durée du marché - montants.....	9
5.1 Prise d'effet.....	9
5.2 Durée du marché.....	9
5.3 Montants maximums.....	10
Article 6 - Remise des documents par le Titulaire.....	10
6.1 Documents à remettre lors de la notification.....	10
6.2 Documents à remettre tous les six (6) mois.....	10
Article 7 - Modalités d'exécution des prestations.....	10
7.1 Connaissance des sites.....	10
7.2 Horaires d'intervention.....	11
7.3 Organisation du travail.....	11
7.3.1 Planning.....	11
7.3.2 Effectifs et qualifications.....	11
7.3.3 Encadrement du personnel.....	11
7.4 Locaux, matériels et fluides.....	12
7.4.1 Lieu de stockage.....	12
7.4.2 Matériels.....	12
7.4.3 Fluides.....	12
7.5 Gestion des déchets.....	12

7.6 Incidents et sinistres.....	13
7.6.1 Gestion des incidents.....	13
7.6.2 Gestion des sinistres.....	13
Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations.....	13
8.1 Prescriptions techniques.....	13
8.2 Vérifications.....	13
8.3 Admission des prestations.....	14
Article 9 - Modalités financières.....	14
9.1 Forme et contenu des prix.....	14
9.2 Établissement de bons de commande.....	15
9.2.1 Prestations forfaitaires.....	15
9.2.2 Prestations ponctuelles sur BPU.....	16
Article 10 - Révisions des prix.....	16
10.1 Mois M0.....	16
10.2 Formule de révision des prestations forfaitaires.....	16
10.3 Formule de révision des prestations ponctuelles sur BPU.....	17
10.4 Transmission pour approbation.....	17
10.5 Clause de sauvegarde.....	17
Article 11 - Paiement – Facturation.....	17
11.1 Modalités de règlement.....	17
11.2 Intérêts moratoires.....	18
11.3 Facturation.....	18
11.4 Procédure en cas de trop perçu.....	19
11.5 Paiement des sous-traitants.....	19
11.6 Coordonnées bancaires du Titulaire - RIB.....	19
Article 12 - Avance.....	19
Article 13 - Co-traitance et sous-traitance.....	20
13.1 Co-traitance.....	20
13.2 Sous-traitance.....	20
Article 14 - Achats responsables.....	21
Article 15 - Clause environnementale.....	22
Article 16 - Clauses sociales.....	22
16.1 Lutte contre toutes les discriminations.....	22
16.2 Insertion de publics en difficultés ou éloignés de l'emploi.....	22
16.2.1 Publics visés.....	23
16.2.2 Les modalités de mise en œuvre.....	23
16.2.3 Suivi et contrôle de l'action d'insertion.....	24
16.2.4 Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion professionnelle.....	24
Article 17 - Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et de sécurité.....	25

17.1 Conditions d'exercice.....	25
17.2 Vêtement de travail.....	25
17.3 Comportement du personnel.....	25
Article 18 - Provenance et qualité des matériels et produits.....	26
Article 19 - Pénalités.....	26
19.1 Définition et application des pénalités.....	26
19.1.1 Le principe.....	26
19.1.2 La mise en œuvre.....	26
19.1.3 Cas de cumul.....	26
19.1.4 Cas de force majeure.....	27
19.2 Listes des pénalités.....	27
Article 20 - Clause de réexamen.....	29
20.1 Ajouts de points de comptage (ajouts de sites ou de bâtiments).....	30
20.1.1 Dispositions communes.....	30
20.1.2 Cas des constructions neuves et/ou de réhabilitation.....	30
20.2 Cas des besoins sur les bâtiments existants.....	31
20.3 Substitution de matériels / équipements.....	31
20.4 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	31
20.4.1 Prolongation de la durée du contrat.....	31
20.4.2 Surcoûts éventuels.....	32
Article 21 - Retrait d'un bâtiment ou d'un espace (hors périmètre clause de réexamen).....	32
21.1 Transfert du marché à un autre Titulaire.....	32
Article 22 - Cession et nantissement de créances.....	33
Article 23 - Garantie, délai de garantie et retenue de garantie.....	33
Article 24 - Assurances.....	33
Article 25 - Disposition générales - langue.....	33
Article 26 - Résiliation – exécution par défaut.....	34
Article 27 - Contentieux.....	34
Article 28 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe ».....	35
Article 29 - Dérogations.....	36

Article 1 - Objet / Présentation du marché

Le présent marché a pour objet **la fourniture d'une solution de comptabilisation individuelle des frais de chauffage pour les casernes domaniales de la Région de Gendarmerie de Bretagne (Châteaulin, Rennes, Pontivy et Vannes).**

Dans sa démarche de maîtrise individuelle des charges de chauffage, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) souhaite améliorer ses services afin de permettre aux occupants de disposer d'une répartition équitable de leurs consommations de frais de chauffage par des relevés précis. Pour cela, la mise en place d'équipements métrologiques permettant d'avoir une connaissance précise des consommations est indispensable, de même que leur entretien et un système de télé-relève adapté.

Le Titulaire est soumis aux obligations de conseil et de résultat portant sur l'exécution des prestations objet du présent marché.

La description et les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

Ce marché s'inscrit dans la continuité du premier support juridique réalisé par le SGAMI - Ouest référencé IFC-SGAMI-GN-2023.

Article 2 - Intervenants

2.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Région de gendarmerie de Bretagne
85, boulevard Georges Clemenceau - BP 33284
35 032 RENNES CEDEX

Qualité du signataire du marché public

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest est **le maître d'ouvrage**.

2.2 Service chargé du suivi administratif

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau du budget et de l'administration - Section Administration
85 boulevard Georges Clemenceau
35 032 RENNES CEDEX
Courriel : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.3 Service chargé du suivi technique

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)
85 boulevard Clémenceau
35 000 RENNES
Courriel : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de gendarmerie

Un assistant à maîtrise d'ouvrage est en charge du déploiement avec :

- La participation aux comités et réunions de pilotage (démarrage, CoTech mensuel, rédaction des comptes-rendus) ;
- Le suivi des tableaux et la gestion du déploiement ;
- L'assistance aux opérations d'admission des équipements, avec contrôle des données et établissement du bilan financier.

Il s'agit de :

CAP FLUIDES CONSULTING

167 Boulevard George V
33400 TALENCE

2.5 Comptable assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine

Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00.

2.6 Titulaire, co-traitance et sous-traitance

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Concernant la co-traitance, il convient de se reporter aux dispositions de l'article 13.1 Co-traitance du présent CCAP.

Concernant la sous-traitance, il convient de se reporter aux dispositions de l'article 13.2 Sous-traitance du présent CCAP.

Article 3 - Type de procédure et pièces contractuelles

3.1 Type de procédure

Il s'agit d'un marché « composite », avec une partie « marché » à prix global et forfaitaire et une partie « accord-cadre » (mono-attributaire) exécutable à bons de commande.

La partie exécutable à bons de commande est sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée du marché, précisé à l'article 5.3 du présent CCAP, en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

3.2 Catégorie d'achat

Il s'agit ici de fournir, poser puis de louer les équipements pour la maîtrise des charges individuelles de frais de chauffage, ainsi que toutes prestations de services associées (dont télé-relève), des résidences du patrimoine immobilier de la Région de Gendarmerie de la Bretagne.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article L1111-3 du Code de la commande publique, c'est principalement un marché de fournitures, avec une partie « service » relative à la pose et la télé-relève.

Dans le cadre de son exécution, le présent marché est régi par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS).

3.3 Allotissement

Le marché n'est pas alloti car cela rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, au regard de la complexité technique du marché, l'allotissement générerait une hétérogénéité des équipements et de la méthodologie d'intervention et de relève des consommations.

Par ailleurs, le non-allotissement ne faussera en aucun cas la mise en concurrence car seuls des opérateurs économiques nationaux sont en capacité de réaliser les prestations demandées.

3.4 Quantités estimatives

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, les quantités estimatives sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Fluides/ matériels	Quantités <u>estimatives</u> d'équipements pour les cinq casernes concernées
Compteurs d'Énergie Thermique (CET)	240
Répartiteurs de Frais de Chauffage (RFC)	1 780
TOTAL	2 020

3.5 Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) mis en place par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 18 septembre portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- les bons de commande.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché.

Article 4 - Confidentialité

L'attention du Titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions sont à prendre en permanence pour la sécurité.

L'ensemble des locaux et des installations relevant du Ministère de l'Intérieur sont à accès réglementé. L'accès est interdit aux personnes non autorisées.

L'ensemble des personnels des co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis aux règles énumérées ci-après.

4.1 Obligation de confidentialité

Les dispositions prévues à l'article 5.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

L'administration soumet la totalité de l'exécution du marché à l'obligation du secret. Il est essentiel que les informations dont les opérateurs peuvent avoir connaissance, sur la nature des conversations ou sur la qualité des interlocuteurs, soient tenues secrètes.

Le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exploitation, à la conservation et à la sauvegarde puis à la destruction (dès qu'elles ne sont plus utiles) des informations recueillies sur le site.

Les données détenues par l'Administration et dont le Titulaire a connaissance à l'occasion de la consultation et de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le Titulaire s'engage, pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte, à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent marché, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du Titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

4.2 Intervention sur site sécurisé – accès sur agrément

Le Titulaire est informé que certains des locaux et des installations des organismes dépendants du Ministère de l'Intérieur sont désignés comme « Zone Protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

Cette mesure prévue aux articles 413-7 et 413-1 à R413-5 du Code Pénal s'impose au prestataire et constitue une protection juridique contre les intrusions non autorisées par le chef de service.

À défaut d'une telle désignation, les locaux et installations d'organismes dépendant du Ministère de l'Intérieur restent des sites sensibles et à ce titre font l'objet de mesures particulières quant à leur accès.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée au préalable, est obligatoire pour la visite de site préalable à la remise des offres et pour l'exécution des prestations par l'attributaire et ce pour tous les intervenants au projet (personnels du chantier, des livraisons, sous-traitants, co-traitants, personnels intérimaires et/ou collaborateurs, prestataires de service, etc...).

Une autorisation individuelle est fournie à chaque intervenant.

Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le Titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- **Le Titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel.** Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire et doit être tenue à jour mensuellement.
- Le Titulaire fournit en outre, a minima trois (3) semaines avant la date prévue des interventions, les copies des cartes d'identité des techniciens mandatés ainsi que les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour la circulation de ses personnels dans l'établissement (état civil complet : nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse, numéros de téléphone fixe et/ou mobile).
- Les agents affectés à l'exécution des prestations du présent marché sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au bénéficiaire au moins huit (8) jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le Titulaire informe le service dans le plus bref délai.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le Titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à l'article 19 - Pénalités du présent CCAP.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au(x) site(s) pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Article 5 - Prise d'effet - Durée du marché - montants

5.1 Prise d'effet

Le marché prend effet à sa date de notification.

5.2 Durée du marché

Le présent marché déroge à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique, en raison de son objet et du fait que son exécution nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure à 4 ans.

En effet, les coûts des équipements, de la pose et des opérations de mise en service et de gestion de la télé-relève sont assumés par le Titulaire et imposent une durée de marché importante pour la viabilité du modèle économique de l'opération. Une durée moins longue impliquerait des coûts significativement plus élevés pour l'acheteur.

Le délai d'exécution du marché comprend une période de préparation et une période d'exécution.

La période de préparation intègre l'ensemble des opérations nécessaires à la pose des équipements.

La période d'exécution est liée à l'exploitation des équipements (location, entretien et télé-relève(LER)) et au traitement des données. Elle prend effet au 1^{er} janvier de l'année suivant la période de préparation, qui court de la date de notification du présent marché au 31 décembre 2026.

Soit une LER de huit (8) ans.

La fin de validité du présent marché est identique à celle du support juridique référencé IFC-SGAMI-GN-2023 cité à l'article 1, soit le 31/12/2034.

Le marché n'est pas reconductible.

5.3 Montants maximums

Le montant maximum est fixé à 300 000 € HT, sur la durée totale du marché, pour les prestations ponctuelles sur bordereau des prix unitaires (BPU). Aucun montant minimum n'est fixé.

Les prestations forfaitaires font l'objet d'une décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

Article 6 - Remise des documents par le Titulaire

6.1 Documents à remettre lors de la notification

Les documents ci-dessous sont à remettre dans les 15 jours suivant la notification du marché :

- une attestation d'assurance (cf. article 24 - Assurances)
- les coordonnées de l'interlocuteur dédié et de son suppléant ;
- la liste du personnel chargé de l'exécution du marché ;
- les conditions d'exécution des prestations.

6.2 Documents à remettre tous les six (6) mois

- une attestation sur l'honneur de réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du Code du travail
- les attestations fiscales et sociales à jour.

Les documents doivent être rédigés en langue française.

Le non-respect des délais de transmission de l'ensemble des documents ci-dessus énumérés, et leur non-conformité, entraîne des pénalités telles que définies à l'article 19 - Pénalités du présent CCAP.

Article 7 - Modalités d'exécution des prestations

7.1 Connaissance des sites

Le prestataire est réputé avoir connaissance des lieux d'exécution des prestations.

À cet effet et avant la remise de son offre, le soumissionnaire est réputé :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des

matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

En aucun cas, le Titulaire pourra, en cours d'exécutions du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

L'état technique insuffisant dans lequel pourraient se trouver certains équipements à la date d'effet du marché, ne donnera lieu à aucun paiement supplémentaire, le Prestataire étant réputé avoir vu et visité les immeubles avant de s'engager.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

7.2 Horaires d'intervention

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires d'intervention sont déterminés d'un commun accord entre le Titulaire et le directeur du site ou son représentant. Les heures d'intervention peuvent être modifiées consensuellement en cours de marché. Le non-respect de ces horaires sera sanctionné conformément à l'article 19-Pénalités.

7.3 Organisation du travail

7.3.1 Planning

Le Titulaire doit remettre un planning prévisionnel d'exécution selon les conditions fixées au CCTP.

Les prestations de fourniture et pose des équipements seront établis selon un planning prévisionnel remis par le Titulaire en accord avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le délai d'exécution de la prestation d'installation (pose des équipements IFC) est fixé à 6 mois à compter de la date de notification du bon de commande.

Les délais d'exécution des travaux et prestations annexes nécessaires à la pose et au fonctionnement des équipements sont fixés sur chaque bon de commande émis par les services bénéficiaires (cf. article 9.2.2 - Prestations ponctuelles sur BPU du présent CCAP).

Le non-respect de ces délais entraîne des pénalités de retard telles que définies à l'article 19 - Pénalités du présent CCAP.

L'exécution des bons de commande doit être terminée au plus tard à la fin de validité du marché.

7.3.2 Effectifs et qualifications

Les effectifs globaux et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations sont fixés par le Titulaire dans son offre.

Le personnel d'intervention dispose de diplômes et compétences adaptés. Les techniciens doivent obligatoirement disposer d'une carte professionnelle à l'adresse du Titulaire (ou du sous-traitant) et être clairement identifiables lors de leurs interventions (tenue de travail et/ou badge, avec logo du Titulaire ou du sous-traitant).

Le Titulaire mettra en place les ressources nécessaires (humaines et techniques) pour assurer le suivi et la réalisation des prestations. Il veillera à la conformité et à la facilité d'usage des équipements et des pièces qu'il a posées.

7.3.3 Encadrement du personnel

L'interlocuteur dédié pour le suivi et l'exécution des prestations désignées par le Titulaire est responsable de l'encadrement du personnel, du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il se rend aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Il présente également le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants.

7.4 Locaux, matériels et fluides

7.4.1 Lieu de stockage

Un lieu de stockage des produits et du matériel est mis gratuitement à la disposition du Titulaire dans la mesure du possible.

Le Titulaire maintient les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.

Les interventions de la personne publique, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, sont facturées au Titulaire.

7.4.2 Matériels

Le Titulaire doit prévoir le matériel nécessaire à l'exécution des prestations et ne peut pas exiger la mise à disposition de matériels.

7.4.3 Fluides

Les fournitures d'énergie et d'eau froide ainsi que celles nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont aux frais de la personne publique et mises à disposition du Titulaire dans les locaux.

7.5 Gestion des déchets

Les déchets sont triés, collectés et traités par le Titulaire selon la réglementation en vigueur. Aucun déchet ne doit subsister sur site après intervention du Titulaire ou des sous-traitants.

Le Titulaire rédige une fiche process sur la gestion des déchets en identifiant les différents partenaires, c'est-à-dire le service bénéficiaire et la société agréée réalisant le retraitement. Ce document constitue une pièce contractuelle qui est un repère pour chaque partie prenante et permet à chacun de prendre conscience de ses obligations et des actions à produire à chaque étape de la gestion des déchets, de leur genèse à leur élimination ou retraitement/recyclage.

Le Titulaire indique les modes de traitement et les filières de valorisation des déchets qui lui semblent les plus appropriés en communiquant à cette fin toutes informations utiles à la Région de gendarmerie de Bretagne.

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont à la charge du Titulaire, concernant leur fourniture aux agents intervenants ainsi que leur gestion en tant que déchets après usage.

La collecte et l'évacuation des déchets vers la filière de traitement ou recyclage adaptée se fait à chaque intervention ou peut être basée sur des fréquences à déterminer (avec le service), liées au niveau de remplissage des containers. Dans cette hypothèse, Le Titulaire déclenche une intervention dès que la limite haute du niveau de stockage est atteinte ou que la demande lui en est faite.

Dans tous les cas, un bordereau de suivi et de retraitement des déchets dangereux (le cas échéant) est fourni au bureau de l'immobilier (BIL) à chaque opération (via l'application « Trackdéchets »).

Ce bordereau est généré automatiquement et doit être transmis de manière dématérialisée le plus rapidement possible.

Il devra être produit au BIL avant tout départ des déchets, faute de quoi, le Titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'Article 19 -.Pénalités.

7.6 Incidents et sinistres

7.6.1 Gestion des incidents

Le Titulaire doit signaler par écrit au Pouvoir Adjudicateur les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non- intervention du Pouvoir Adjudicateur et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

À cet égard, le Titulaire conseille le Pouvoir Adjudicateur et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité.

7.6.2 Gestion des sinistres

Dès constatations d'un sinistre ou de dommages aux installations, résultant du Titulaire, ce dernier devra :

- Déclarer le sinistre à ses assureurs ;
- Prendre immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Informer immédiatement les services du Pouvoir Adjudicateur ;
- Prendre des mesures provisoires, afin assurer la continuité du service (installations provisoires).

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur estime que la responsabilité du Titulaire pourrait être engagée, celui-ci lui notifiera par un courrier avec accusé de réception.

Dans tous les cas, le Titulaire apportera au Pouvoir Adjudicateur, toutes les informations permettant une analyse des causes du sinistre.

Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations

8.1 Prescriptions techniques

Conformément aux dispositions du CCTP, à l'issue de la prise en charge des installations, le Titulaire est responsable du bon fonctionnement, du maintien en bon état et de la sécurité des installations qui lui sont confiées.

Le Maître d'Ouvrage ne pourra être mis en cause directement ou indirectement pour les fautes ou infraction commises par le Titulaire.

L'étendue, la description et les spécifications techniques des services objet du marché sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire doit maintenir et rendre les installations conformes à la législation et à la réglementation en vigueur. Si ces installations cessent d'être conformes ou présentent un dysfonctionnement, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au Pouvoir Adjudicateur et procéder, dans le cadre du forfait, aux diligences nécessaires pour la remise aux normes et/ou en état de fonctionnement normal.

8.2 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture et de l'exécution du service, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications de bon fonctionnement du matériel ou des prestations réalisées seront effectuées par le représentant du service bénéficiaire suite à la transmission du bilan de pose prévu au CCTP.

Les vérifications peuvent se faire par bâtiment, résidence, logement ou matériel, selon les dispositions qui seront actées consensuellement par les parties au démarrage du marché et selon le contexte des prestations.

Si les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du marché, la maîtrise d'ouvrage établit, à l'issue d'un délai de un (1) mois, une décision d'admission des prestations (pose et travaux annexes à la pose) établie contradictoirement.

Si les prestations réalisées nécessitent des reprises (dépose et pose, échange de matériel, modifications, interventions, etc.), le représentant du service bénéficiaire établit, en présence du représentant du Titulaire, une décision contradictoire (procès-verbal (PV)) pour :

- soit ajourner ou rejeter les prestations jusqu'à leur réalisation conformément aux stipulations du marché (cf. article XIX.3 du CCTP);
- soit les admettre avec réfaction (déduction d'un montant correspondant aux anomalies constatées), cette réfaction s'appliquant sur la facture concernée.

Conformément à l'article XIX.3 du CCTP, le Pouvoir Adjudicateur mettra en demeure le Titulaire de réaliser reprendre dans les cinq (5) jours, tout ou partie de l'ouvrage non satisfaisant ou n'ayant pas la qualité de finition requise et en contrôler la bonne exécution, sous peine d'application des pénalités.

En outre, le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater, ou faire constater par un auditeur qu'il aura mandaté, le respect par le Titulaire des obligations précitées.

En effet, le Titulaire est soumis à une obligation de collaboration tant avec la CNIL qu'avec le responsable de traitement ou l'auditeur qu'il aura mandaté.

8.3 Admission des prestations

À l'issue du 3^{ème} passage prévu au CCTP, chaque résidence fera l'objet d'une admission, une réception technique et une réception administrative.

Pour chaque résidence, le Titulaire devra fournir les fiches d'autocontrôles réalisées, ainsi que le procès-verbal d'admission validé par un représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Article 9 - Modalités financières

9.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire est l'euro.

Pour l'ensemble des missions, l'offre du prestataire comprendra :

- Les frais de déplacements liés aux interventions des préposés du Titulaire sur les différents sites ;
- Les frais de livraison et éventuellement de conditionnement ;
- Les frais de main d'œuvre ;
- Les frais relatifs au temps passé à la recherche des clefs d'accès aux locaux et prise de RDV ;
- La protection des ouvrages, meubles et immeubles et celle du mobilier contenu dans les locaux pendant l'exécution des prestations (bâchage notamment) ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement des locaux ou la présence d'occupants ;
- Les difficultés de travail en espace restreint ou à la lumière artificielle ;
- Les frais résultants de la protection réglementaire des chantiers ;
- L'enlèvement des matériels déposés et leur recyclage (gestion des déchets : tri, collecte, traitement) ;
- Le nettoyage et la remise en l'état des locaux au fur et à mesure de l'exécution des prestations ;
- Les dépenses afférentes à la fourniture à pied d'œuvre des matériaux et matériels, y compris les manutentions ;
- Les coupures d'eau, les remises en service, les essais et les purges d'installations ;
- Toutes prestations et sujétions résultant de la dépose à effectuer sur des ouvrages conservés dans la mesure où leur dépose ne nécessite pas un matériel particulier.

Il intégrera également dans ses prix l'utilisation de moyens d'accès « légers » tels qu'escabeaux et échelles. Il identifiera les moyens de levage ou autres moyens utilisés pour la réalisation des prestations dans la DPGF et/ou dans le BPU.

Un rabais peut être appliqué à tout moment, sur initiative du Titulaire et prendre toute forme possible. Il peut s'agir, par exemple, d'une réduction sous forme d'un pourcentage ou d'un montant fixe, sur un prix unitaire ou sur le montant total d'une facture. Ainsi, la personne publique peut bénéficier de toute offre promotionnelle ou de conditions particulières applicables à tout ou partie de la clientèle du Titulaire.

9.2 Établissement de bons de commande

L'organisation comptable implique l'émission de demandes d'achat par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, qui sont ensuite traduites en bons de commande par le pôle marchés CHORUS et transmis au prestataire.

Ainsi, les prestations forfaitaires comme unitaires se voient sujettes à bons de commande.

Les bons de commande établis par le service et notifiés au Titulaire comportent :

- Le nom et l'adresse du Titulaire ;
- Le numéro d'Engagement Juridique marché ;
- Le jour, le n° d'EJ du bon de commande CHORUS ;
- Le code service exécutant **MI5PLTF035** pour la gendarmerie ;
- Le numéro de SIRET **110 002 011 00044** pour la gendarmerie ;
- La nature de la prestation ;
- Le lieu d'intervention ;
- Les délais ou date d'exécution de la prestation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix global HT et TTC ;
- Les modalités d'admissions ;
- Le nom et adresse de facturation ;
- La signature de la personne responsable,

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont exécutoires jusqu'à la fin du marché.

9.2.1 Prestations forfaitaires

Les prestations de location, d'entretien, de télé-relève des équipements et de remplacement systématique des robinets d'arrêt avant compteur font l'objet d'un prix global et forfaitaire. Ce prix comprend l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP.

Elles sont détaillées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et font l'objet de bons de commande annuels établis sur la base de ladite DPGF.

Les prestations forfaitaires font l'objet de bons de commande annuels établis sur la base des montants de la DPGF.

Ces bons de commande pourront être réajustés en cours d'année si besoin pour tenir compte des révisions ou autres contingences.

La demande de paiement relative à la pose des équipements intervient semestriellement à terme échu, au 30 juin et 31 décembre de chaque année.

Sont déduites du montant, le cas échéant, les paiements effectués directement auprès des sous-traitants et les pénalités prévues au présent CCAP et au CCTP.

9.2.2 Prestations ponctuelles sur BPU

Les prestations à prix unitaires appliqués aux travaux et prestations annexes nécessaires à la pose et au fonctionnement des équipements sont réglées sur présentation de factures, établies après exécution et admission des prestations définies dans un devis préalablement accepté par le Titulaire.

Elles font l'objet de bons de commande ponctuels établis sur la base du BPU et dans la limite du montant maximum prévu à l'article 5.3 du présent CCAP.

Une demande de devis doit être réalisée préalablement à l'établissement du bon de commande. L'entreprise disposera d'un délai de 5 jours ouvrés après la demande formulée par le service bénéficiaire, pour remettre le (s) devis par voie électronique.

Faute de quoi, elle encourt sur ses créances les pénalités prévues ci-après au marché. Ce délai s'applique quel que soit le nombre de devis demandés, la complexité des prestations à envisager, le nombre de sites d'exécution.

Le devis est obligatoirement accompagné d'un calendrier prévisionnel d'exécution.

Par défaut, la durée maximale d'exécution des bons de commande est de un (1) mois, sauf mention contraire dans le bon de commande, agréée par le Titulaire. Dans le cas où les prestations commandées nécessiteraient un délai plus important, celui-ci sera indiqué précisément dans le devis et le bon de commande afférent et sera soumis à validation de la maîtrise d'ouvrage.

Les bons de commande établis pour chaque partie prenante au présent marché sont notifiés par écrit au Titulaire à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Une fois les prestations réalisées et acceptées par le maître d'ouvrage, le Titulaire établit et transmet la facture correspondante. Une copie du bon de commande doit être jointe à sa facture.

Les prix sont appliqués en tenant compte des rabais et coefficients de marge contractuels (le cas échéant).

Le Titulaire fait apparaître le détail de la prestation (heures et matériels en indiquant le nombre d'unités) de façon à ce que le service facturier puisse vérifier l'application des prix contractuels apparaissant dans le BPU.

Article 10 - Révisions des prix

10.1 Mois M0

Le mois de référence est le mois de la remise des offres Mo.

10.2 Formule de révision des prestations forfaitaires

Les prix sont fermes la première année puis révisés annuellement, à la demande écrite du Titulaire, à la date anniversaire de la notification du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \left(0,30 \times \frac{FSD1_n}{FSD1_o} \right) + \left(0,70 \times \frac{ICHT-IME_n}{ICHT-IME_o} \right)$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix HT révisé
- P_o est le prix HT initial (au mois Mo)
- FSD1 est l'indice Frais et services divers modèle de référence n°1
 - valeur initiale de l'indice connu au mois Mo

- valeur de l'indice connu à la date de révision (n).
- ICHT-ME est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, Identifiant 001565183
 - valeur initiale de l'indice connu au mois Mo
 - valeur de l'indice connu à la date de révision (n).

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE): <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183> .

10.3 Formule de révision des prestations ponctuelles sur BPU

Les prix sont fermes la première année puis révisés annuellement, à la demande écrite du Titulaire, à la date anniversaire de la notification du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \frac{BT38n}{BT38o}$$

Dans laquelle :

- Pn est le prix HT révisé
- Po est le prix HT initial (au mois Mo)
- BT38 est l'indice Plomberie sanitaire y compris appareils, identifiant INSEE 001710972
 - valeur initiale de l'indice connu au mois Mo
 - valeur de l'indice connu à la date de révision (n).

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE): <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710972>

10.4 Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à la nature de l'activité).

La demande est adressée pour approbation par envoi dématérialisé avec accusé de réception un (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché au service chargé du suivi administratif indiqué à l'article 2.2, à savoir : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr .

La révision de prix est accompagnée d'une DPGF et d'un BPU actualisés.

Attention : en l'absence de transmission de ces documents dans les délais fixés ci-dessus, les prix de la période précédente demeurent applicables jusqu'à la fin du marché.

10.5 Clause de sauvegarde

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, à la date de la révision de prix si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 %, après application des formules de révision détaillées au présent article.

Article 11 - Paiement – Facturation

11.1 Modalités de règlement

Le paiement s'effectue sur présentation d'une demande de paiement.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le droit à règlement de la facture court à compter de la réception de la facture par l'administration. Les règlements interviennent par mandat administratif avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement et la facture.

11.2 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement pré-cité ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires.

Les articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la commande publique considèrent que le constat arithmétique d'un retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire et sans aucune formalité nécessaire de réclamation de la part de l'opérateur économique concerné, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai du paiement ou à l'échéance prévue dans le contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne, majoré de huit (8) points, auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage doit s'acquitter de ces créances dans un délai de quarante-cinq (45) jours.

11.3 Facturation

La demande de paiement intervient après admission des prestations. Conformément aux règles de la comptabilité publique, les prestations à bons de commandes seront réglées sur constatation du service fait, c'est-à-dire après leur réalisation effective.

Les mentions suivantes doivent être indiquées sur la facture :

- Le numéro de demande de paiement ;
- L'adresse de facturation ;
- **Le nom et l'adresse de l'opérateur économique ;**
- Le numéro d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro et la date d'établissement ;
- La référence du marché et du bon de commande ;
- **Le numéro d'engagement juridique ;**
- Le détail des prestations hors TVA
(heures et matériels en indiquant le nombre d'unité en cas de BPU) ;
- **Le taux et le montant de la TVA ;**
- Le montant total des prestations exprimés en euros ;
- Le montant des remises déduites ;
- Le tampon de la société ;
- La signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société,

ainsi que les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

En cas de réclamation, le Titulaire joint à chaque facture l'état contradictoire signé par le responsable de l'organisme bénéficiaire ou son représentant et par le Titulaire ou son représentant.

Dans le cas où des prestations sont reportées ou annulées, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les demandes de paiement **accompagnées du document d'admission des prestations** seront transmises par voie dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute demande de paiement transmise avant l'admission des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au Titulaire par le centre de service partagé (CSP) – Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le Titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté la demande de modification et devra envoyer la facture dite « conforme » ou les avoirs correspondants. Le délai de paiement mentionné à l'article 11.1 du présent document ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

Les informations nécessaires au dépôt des factures sont les suivantes :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) de l'opération facturée (**information transmise via le BDC**) ;
- Le code service exécutant (SE) suivant : **MI5PLTF035**
- Le N° de SIRET : **1 10 002 011 00044**

11.4 Procédure en cas de trop perçu

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le Titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le Titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur secondaire.

11.5 Paiement des sous-traitants

Le paiement direct du sous-traitant accepté, et dont les conditions de paiement ont été agréées, est de plein droit, dès lors que le montant des sommes qui lui sont dues au titre du marché est égal ou supérieur au seuil fixé par la réglementation en vigueur.

11.6 Coordonnées bancaires du Titulaire - RIB

Les paiements seront effectués par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, au compte ouvert au nom du Titulaire, dont les coordonnées sont précisées dans un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal joint obligatoirement à son acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, les relevés d'identité bancaires (RIB) de tous les membres doivent être annexés à l'acte d'engagement.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le Titulaire doit impérativement et dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi contractuel et administratif du marché et fournir le RIB correspondant.

Article 12 - Avance

12.1 Dispositions générales

Les dispositions du Code de la commande publique s'appliquent.

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si les deux conditions cumulatives ci-après ne sont pas remplies :

- Le montant du marché excède 50 000,00 € HT ;
- Le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification du marché.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Son remboursement interviendra selon les dispositions de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

12.2 Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % (ou 30% pour une PME) du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Article 13 - Co-traitance et sous-traitance

13.1 Co-traitance

Le marché autorise le groupement d'opérateurs économiques tels que définis aux articles R2142-20 et R.2142-21 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché.

13.2 Sous-traitance

Les dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique et 3.6. du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent, notamment, que le Titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article L2193-1 du Code de la commande publique, les prestations de fourniture ne peuvent pas être sous-traitées, seules les prestations de service associées peuvent l'être, à condition que l'acheteur n'ait pas réduit le champ de la sous-traitance en vertu des dispositions de l'article L2193-3 du même code.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

La sous-traitance sera déclarée dans les meilleurs délais.

Ci-dessous la liste des documents à fournir en cas de demande de sous-traitance :

- Une déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée. Ce document est présent dans le dossier de la consultation ou via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Le contrat de sous-traitance conclu entre le Titulaire et le sous-traitant ;
- Une attestation de régularité fiscale du sous-traitant datée de moins d'un an ;
- Une attestation de vigilance du sous-traitant datée de moins de six (6) mois ;
- les déclarations fiscales, URSSAF, assurances ;
- Le devis de l'opération sous-traitée ;
- Le RIB du sous-traitant.

Un Titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- L'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- L'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- L'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- Les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

Pour tout dossier incomplet, le représentant du Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de transmettre les documents manquants dans un délai de cinq (5) jours ouvrables par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE). Au-delà de ce délai, les pénalités prévues à l'article 19-Pénalités.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site pourra entraîner l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise Titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 19 - Pénalités du présent CCAP, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE).

Article 14 - Achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le Titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du Pouvoir Adjudicateur invite l'ensemble des Titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR disponible sur le site du ministère de l'Économie ou des finances et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

Article 15 - Clause environnementale

Le Pouvoir Adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L2111-1 du Code de la commande publique.

Dans le cadre des prestations objet du marché, le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- La gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, et notamment leur traçage/traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- La diminution des rejets CO², notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales ;
- Une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits (ou du matériel usager) ou collectés lors de l'exécution du marché tenant compte de la nécessité d'utiliser l'application TRACKDECHETS pour le suivi administratif et techniques des déchets concernés ;
- La prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel de remplacement ;
- Un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;
- L'usage des produits d'entretien et d'hygiène qui répondent aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement) ou équivalents. Le candidat indique, s'il a mis en place dans le cadre de son activité, un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie.

Article 16 - Clauses sociales

16.1 Lutte contre toutes les discriminations

En application de l'article L.3111-1 du Code de la commande publique, le Titulaire sera tenu, pour l'exécution, de proposer au moins deux mesures en faveur de la lutte contre toutes les discriminations et de détailler sa politique en matière d'emploi de personnes en situation d'alternance ou d'apprentissage.

Le respect de cette clause pourra être rempli pour tout domaine du marché (technique, administratif, commercial, transports, pose, enlèvement éventuel).

Toutes les questions relatives à la mise en place de cette clause peuvent être posées via la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'État « PLACE ».

16.2 Insertion de publics en difficultés ou éloignés de l'emploi

Conformément à l'article L2111-1 du Code de la Commande Publique qui exige la prise en compte des objectifs de développement durable dans les achats publics, notamment dans sa dimension sociale, la Région de Gendarmerie de Bretagne met en œuvre, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre de ses marchés, un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

C'est pourquoi, en application de l'article L2112-2 du même code, le cahier des charges du présent marché comporte une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des

difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage dont les modalités de mise en œuvre seront évaluées au titre du critère clause sociale dédié.

L'effort d'insertion attendu du Titulaire s'exprime en heures d'insertion. Le volume d'heures d'insertion à réaliser par le Titulaire est fixé dans l'annexe dédiée (cf. ANX_AE_CadreREP_Clauses sociales_IFC).

16.2.1 Publics visés

Le dispositif « clause sociale » mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les publics visés sont :

- Les personnes bénéficiaires du RSA (ou leurs ayants droit) et des autres minima sociaux (ASS, AAH, ATA, Al...) en recherche d'emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les bénéficiaires d'une RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé) en recherche d'emploi, orientés en milieu de travail ordinaire ou pris en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- Les salariés des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) lorsqu'ils présentent des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - En suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes.
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville en recherche d'emploi ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou les bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Compte tenu du caractère spécifique du site, le personnel du Titulaire doit recevoir préalablement l'agrément de l'Administration.

Les associations nationales d'aide à l'insertion des personnes détenues et sortants de prison (SPIP) ne peuvent répondre à cette clause.

16.2.2 Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise Titulaire pourra recourir à la modalité de mise en œuvre de son choix :

- Embauche directe ;
- Recours à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;
- Met à disposition de personnel via une association intermédiaire, une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou une agence d'intérim classique ;
- Sous-traite ou co-traite avec une entreprise d'insertion, un chantier d'insertion, une entreprise adaptée ou un établissement de service et d'aide par le travail.

Ce marché ne prévoit pas de mise en place du dispositif d'accompagnement.

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

16.2.3 Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Dans le cadre de ce marché, le suivi des clauses sociales est opéré par la coordination régionale de la clause d'insertion sociale, dont les coordonnées sont les suivantes :

DEFIS EMPLOI – Pays de Brest
Coordination régionale de la clause d'insertion sociale – Marchés de l'État
Christelle AMBERLIN et Tancrede CHAUVIÈRE
coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh
02.98.42.08.24

Pour justifier de la réalité des actions d'insertion, le Titulaire fournit au facilitateur social référent du présent marché, dès l'embauche du ou des salariés en insertion, les documents permettant de vérifier la réalité des embauches, le(s) CV, ainsi que les documents attestant de l'éligibilité aux critères de « publics visés » à l'article 16.2.1 - Publics visés.

Les documents sont fournis dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter du jour de l'embauche du salarié.

En outre, le Titulaire fournit mensuellement et ce dès la première embauche, un document permettant de suivre l'exécution de l'action d'insertion. Ce document intègre à minima le(s) nom(s) du (des) salarié(s), la nature et les dates du (des) contrat(s) et le suivi mensuel des heures de travail par salarié (heures payées). Ce document est transmis au plus tard le 20 du mois m+1.

Enfin, le Titulaire communique chaque année dans le rapport annuel mentionné dans le CCTP, un rapport précis d'exécution de la démarche d'insertion qui comporte les éléments suivants :

- Présentation des modalités de mise en œuvre de la démarche insertion et évaluation de l'action (nature des prestations et activités concernées, actions d'accompagnement et de formation conduites, perspectives d'évolution dans l'entreprise...) ;
- Nombre de personnes embauchées dans le cadre de l'action d'insertion au cours de l'année ;
- Type et durée des contrats ainsi que la nature des postes occupés ;
- Nombre d'heures de travail effectuées par les personnes embauchées dans le cadre de l'action d'insertion.

Un même salarié pourra être valorisé pendant une durée maximale de deux (2) ans au titre de la clause d'insertion. Dans le cas où le salarié bénéficie d'une transformation de son contrat en CDD d'une durée de 18 mois ou en CDI, il pourra alors être valorisé sur une durée maximale de quatre (4) ans.

16.2.4 Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion professionnelle

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au Titulaire, la pénalité sera appliquée selon les modalités prévues à l'Article 19 -Pénalités.

Si la rupture du contrat d'une personne embauchée au titre de l'insertion intervient avant son terme, l'entreprise doit en informer le représentant du service bénéficiaire dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la date de rupture du contrat. En outre, le Titulaire met tout en œuvre pour procéder à son remplacement dans les conditions initiales.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le représentant du service bénéficiaire par courrier recommandé avec accusé de réception qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement et les modalités permettant de remédier à la situation.

L'absence ou le refus de transmission par le Titulaire des pièces justifiant des embauches des salariés, ainsi que la fiche de suivi mensuel de l'exécution de l'action d'insertion, dans les délais prévus au contrat, donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 19-Pénalités.

En cas de difficultés conjoncturelles sérieuses survenant en cours de marché et affectant durablement l'entreprise, le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur veilleront en priorité, dans l'intérêt général, à préserver l'emploi dans l'entreprise ou le groupement d'entreprises Titulaire, ainsi que dans les entreprises sous-traitantes éventuelles.

Cette situation pourra être observée, notamment, dans les deux cas suivants :

- La mise en place du chômage partiel ;
- La mise en place d'un plan social.

La reconnaissance d'une telle situation sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché, dont une copie sera notifiée, pour information, à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de l'Entreprise et de la Formation Professionnelle, administration compétente quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

Hors ces deux cas de figure précis, en cas de circonstances particulières expliquant la non réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, qui ne soient pas le fait de l'entreprise, et sur la base d'un avis motivé du facilitateur chargé du suivi du marché, le maître d'ouvrage pourra décider de ne pas appliquer cette disposition. Les motifs d'une telle décision devront notamment s'appuyer sur le fait que l'entreprise aura réuni les conditions et mis à disposition les moyens d'une réalisation complète de ses obligations, et que ce sont des motifs conjoncturels indépendants de sa volonté qui l'auront empêchée.

Article 17 - Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et de sécurité

17.1 Conditions d'exercice

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, sous peine des pénalités prévues au présent CCAP.

Le Titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

Tout agent extérieur doit être muni de sa carte professionnelle pour circuler sur le site (identification des personnels des Titulaires et sous-traitants pour accès au site). À défaut, l'entreprise s'expose aux pénalités prévues à l'Article 19 -Pénalités.

17.2 Vêtement de travail

Le Titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréé par la personne publique afin d'identifier rapidement les agents d'intervention.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porte en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Ils présentent leur carte de service au bureau d'accueil sur le lieu de leur travail.

Aucun agent n'est admis sans son vêtement de travail ou insigne, ou s'il présente une tenue négligée. La fourniture, le nettoyage et l'entretien de vêtements de travail du personnel sont à la charge du Titulaire.

17.3 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise fait preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il se garde de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel mis à disposition. Il est interdit d'utiliser à des fins personnelles le matériel de

l'établissement tel que téléphone, photocopieur, ordinateur et d'utiliser, comme moyen de surélévation, les bureaux, sièges, meubles bas...

Le bénéficiaire se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un agent qui adopterait un comportement inapproprié aux locaux (comportement inacceptable, horaires non respectés, prestations de mauvaise qualité...).

À défaut, l'entreprise s'expose aux pénalités prévues à l' Article 19 -Pénalités.

Article 18 - Provenance et qualité des matériels et produits

Les matériels et produits doivent être conformes aux prescriptions du CCTP, aux normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés.

Article 19 - Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

19.1 Définition et application des pénalités

19.1.1 Le principe

Les pénalités :

- Sont présentées et détaillées dans l'article 19.2-Listes des pénalités ci-dessous ;
- Ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles ;
- Sont hors champ de la TVA ;
- Peuvent être précomptées sur les paiements partiels définitifs versés au Titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des factures ;
- Ne présentent aucun caractère libératoire, le Titulaire étant intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ;
- Sont applicables sans exonération ni limite, par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- N'exonère pas le Titulaire (ou son sous-traitant) des obligations de réparation dans le cas où sa responsabilité est engagée à concurrence du montant effectif du préjudice subi par le service de l'État.

19.1.2 La mise en œuvre

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit (courriel, LRAR via PLACE ou courrier postal avec accusé de réception) le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

19.1.3 Cas de cumul

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

19.1.4 Cas de force majeure

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

À l'occasion de tels événements, le Titulaire recherche avec le chef de centre, le directeur zonal de la police aux frontières ouest ou leurs représentants respectifs, toutes les mesures à prendre pour assurer la continuité des prestations dans les conditions définies au marché.

19.2 Listes des pénalités

La liste des pénalités relatives au CCAP est la suivante :

Défauts ou manquements constatés	Montant (hors champ de la TVA) en euros
Article 4.2 - Intervention sur site sécurisé – accès sur agrément : non respect des modalités d'accès au site	100€ par constat
Article 6 – Remise des documents par le Titulaire : non conformité des documents et non respect des délais de transmission	50€ par non conformité 50€ par jour de retard
Article 7.2 – Horaires d'intervention : non respect des horaires communiquées	50€ par logement
Article 7.3.1 - Planning : retard dans la livraison et l'installation des équipements (respect du planning contractualisé en début de marché)	100€ par jour de retard
Article 7.5 – Gestion des déchets : non transmission du bordereau de suivi et de retraitement des déchets dangereux au BIL à chaque opération	50€ par constat
Article 8.2 – Vérifications : non-respect du délai de reprise des ouvrages non satisfaisants	50€ par jour de retard
Article 9.2.2 – Prestations ponctuelles sur BPU : non respect du délai de transmission des devis	50€ par jour de retard
Article 13.2 – Sous-traitance : Retard dans la transmission des pièces constitutives de la déclaration de sous-traitance	50€ par jour de retard
Article 13.2 – Sous-traitance : Présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur site	3000€ par constat
Article 16.2.4 - Pénalité pour non respect de l'engagement d'insertion professionnelle : non réalisation des heures de clauses d'insertion	50€ par heure non réalisée
Article 16.2.4 - Pénalité pour non respect de l'engagement d'insertion professionnelle : non transmission des éléments permettant le suivi des clauses aux facilitateurs référents	50€ par constat
Article 17.1 – Conditions d'exercice : Absence de carte professionnelle pour les représentants des entreprises titulaires et des sous-traitants	200€ par constat
Article 17.1 – Conditions d'exercice : Impossibilité de justifier le respect des lois et règlement relatifs à la protection de la main-d'œuvre	10 % du montant TTC du marché (partie forfaitaire)

Article 17.3 – Comportement du personnel :
manquement aux consignes de respect et de
comportement auprès des occupants

100€ par constat

Article 20.1.1 – Dispositions communes : Retard
dans la planification de la mise en œuvre des
équipements sous un délai maximum de six (6)
semaines après réception du fichier patrimoine
dans le cadre d'un ajout de point de comptage

50€ par jour de retard

Article 24 – Assurances : non transmission des
attestations d'assurance (entreprise titulaire et
sous traitants)

50€ par constat

La liste des pénalités relatives au CCTP est la suivante :

Défauts ou manquements constatés	Montant (hors champ de la TVA) en euros
Article VI.1.2 – Dotations supplémentaires : Retard dans la planification de la mise en œuvre des équipements supplémentaires	50€ par jour de retard
Article VII.2 – Nettoyage des ouvrages : Nettoyage non réalisé après travaux	100€ par constat + coût du nettoyage réalisé par une société
Article VIII – Hygiène et sécurité : Non respect des consignes définies par le Maître d'Ouvrage	300€ par constat
Article VIII – Hygiène et sécurité : Intervention dangereuse, non conforme ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage	500€ par constat
Article XIV.5 – Arborescence du patrimoine : Absence de mise à disposition de la plateforme de suivi du déploiement	100€ par jour de retard
Article XIV.5 – Arborescence du patrimoine : Inversion ou erreur d'attribution d'un équipement non reprise dans les délais	50€ par constat + 20€ par jour de retard
Article XV.5 – Planning de déploiement : non respect des plannings de déploiement, absence de signature ou absence d'information au Maître d'Ouvrage concernant la mise à jour d'un planning	20€ par constat + 50€ par jour de retard
Article XV.7 – Consignes et respect des engagements auprès des occupants : Modification du planning sans information préalable au Maître d'Ouvrage et aux résidents	150€ par logement
Article XVII.1.3 – Vérification de l'installation (VI) : Non respect des périodes de réalisation de la VI	100€ par constat
Article XVII.5 – Information par le Titulaire : Non respect d'un rendez-vous pris chez un résident sans information préalable au SAI	50€ par logement
XVII.5.1 – Affichage : Retard dans la transmission de l'affichage pour communication aux résidents	10€ par jour et par résidence
XVII.9.3 - Suivi du déploiement : réunion mensuelle et rapport : Absence à une réunion	300€ par constat

Article XIX – Constat de l'exécution des prestations : Non respect du délais contractuel pour l'exécution des prestations établies sur bon de commande	100€ par jour calendaire de retard
Article XIX.2.1 – Admission technique : Retard dans l'intégration des données sur le portail « Gestionnaire »	50€ par jour de retard
Article XIX.3 – Ajournement d'admission ou admission partielle par le Maître d'Ouvrage : Non respect du délai de reprise des ouvrages non satisfaisants	50€ par jour de retard
Article XXI.2.1 – Phase test : Retard dans le délai de transmission des résultats de la phase test en cours de déploiement des RFC	20€ par jour de retard
Article XXII.5 – Fonctionnalités : Non respect du délai maximum de délivrance des modules « Gestionnaire » à mettre en œuvre	20€ par jour de retard
Article XXII.6 – Arborescence et requête d'index : Absence de mise à jour de la cartographie en cas de modification du parc immobilier	50€ par constat
Article XXII.9 – Absence d'alerte de surconsommation constatée : Manquement à l'exigence de qualité de service de la plateforme « Gestionnaire » (alerte de surconsommation non déclenchée)	200€ par constat
Article XXII.11 – Indisponibilité temporaire d'accès à la plateforme : Indisponibilité d'accès à la plateforme de suivi du déploiement non-résolue	100€ par jour de retard

Article 20 - Clause de réexamen

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au Titulaire par l'acheteur public.

Dans le cas où les conditions d'exécution du contrat sont explicitement prévues dans la présente clause de réexamen, elles peuvent s'appliquer directement sans faire l'objet d'un avenant puisque les modalités sont prévues et acceptées par les parties à la notification du marché.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations ponctuelles sur BPU.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article 26-Résiliation – exécution par défaut du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

20.1 Ajouts de points de comptage (ajouts de sites ou de bâtiments)

20.1.1 Dispositions communes

Les points de comptage concernés par la présente clause de réexamen correspondent à la comptabilisation des frais de chauffage.

Les points de comptage relatifs à l'eau chaude sanitaire sont exclus du marché et de la clause de réexamen.

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, des bâtiments devaient entrer dans le périmètre du marché, les prix correspondants devront être ajoutés à la DPFG et au BPU par voie d'avenant.

Le Titulaire devra planifier la mise en œuvre des équipements sous un délai maximum de 6 semaines après réception du fichier patrimoine conforme et du contact pour organiser l'intervention sur site, sous réserve de pénalités.

Ces modifications devront être anticipées tant que faire se peut, et donner lieu à :

- Une information préalable au Titulaire, pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- Une première proposition du Titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité supra ;
- Un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, mobilier, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;
- Une mise à jour du fichier patrimoine du bâtiment.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial lié aux prestations forfaitaires, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30 %).

Les prestations ponctuelles sur BPU pourront augmenter le montant maximum des prestations dans la limite de 20 % du montant du marché initial.

20.1.2 Cas des constructions neuves et/ou de réhabilitation

Pour toute construction neuve ou réhabilitation, le Titulaire devra fournir les équipements métrologiques dans les conditions tarifaires en vigueur et les conditions techniques précédemment définies.

Le Pouvoir Adjudicateur informera dans les meilleurs délais le Titulaire des réhabilitations à venir.

Si une ou plusieurs résidences sont concernées par une réhabilitation qui concerne les réseaux hydrauliques dans les 2 premières années du marché, le Titulaire pourra être dispensé de pose de ses équipements jusqu'à la fin de la réhabilitation. Il posera alors les équipements sur demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur sans prétendre à une quelconque indemnité ou valeur résiduelle à la fin du marché.

Au-delà de ces deux (2) années, la pose des équipements sera validée entre les parties pour définir les conditions techniques et financières. Les équipements entreront alors dans le calcul de la valeur résiduelle en fin de marché.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial lié aux prestations forfaitaires, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30 %).

Les prestations ponctuelles sur BPU pourront augmenter le montant maximum des prestations dans la limite de 20 % du montant du marché initial.

20.2 Cas des besoins sur les bâtiments existants

Tout bâtiment, initialement non éligible aux dispositifs CET ou RFC, déjà construit, pourrait, au vu des évolutions technologiques ou autres, être équipé de dispositifs de comptage permettant l'individualisation des frais de chauffage au cours de l'exécution du marché.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur sur site devra alors solliciter le Titulaire pour étudier la faisabilité du projet (définition des équipements à installer, planning prévisionnel, enjeu techniques et financier voire organisationnels) et chiffrer sa proposition.

Les modalités applicables sont les suivantes :

- Une information préalable au Titulaire, pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- Une première proposition du Titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité supra ;
- Un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, mobilier, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;
- Une mise à jour du fichier patrimoine.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial lié aux prestations forfaitaires, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30 %).

Les prestations ponctuelles sur BPU pourront augmenter le montant maximum des prestations dans la limite de 20 % du montant du marché initial.

20.3 Substitution de matériels / équipements

Dans l'éventualité où, au cours de l'exécution du marché, des solutions innovantes alternatives aux matériels et équipements proposés dans l'offre (CET ou RFC), il sera possible de substituer lesdits matériels à ceux prévus initialement dans le marché.

Cette substitution se fera uniquement si le bénéfice de ces nouveaux dispositifs est avéré, après accord des parties et par voie d'avenant, dans la limite de +30 % par rapport au montant initial de la DPGF et du montant maximum des prestations à bons de commande prévu à l'article 5.3 si ces nouvelles pièces impliquent des modifications sur le BPU.

20.4 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le Titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

20.4.1 Prolongation de la durée du contrat

La durée de l'exécution du contrat pourra être prolongée. Elle est conditionnée par la prolongation éventuelle du marché référencé IFC-SGAMI-GN-2023 .

20.4.2 Surcoûts éventuels

Le Pouvoir Adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- Liés à la période d'interruption (coûts directs) ;
- Liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le Pouvoir Adjudicateur établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum.

Article 21 - Retrait d'un bâtiment ou d'un espace (hors périmètre clause de réexamen)

Si au cours de l'exécution du marché, des bâtiments devaient sortir du périmètre du marché, les prix correspondants pour cette année sont calculés au prorata temporis du nombre matériels et/ou de mois réellement posés ou effectués.

Dans le cas de cessions d'immeubles ou de logements, le Titulaire devra, dès réception de l'information communiquée bien en amont par le Pouvoir Adjudicateur assurer une mise à jour du fichier patrimoine ainsi que :

- Soit la dépose des équipements des logements concernés. Il devra notamment se conformer aux délais d'exécution prescrits dans le CCTP ;
- Soit faire son affaire avec le nouveau gestionnaire des équipements.

Ces évolutions quantitatives seront prises en compte par le Titulaire du marché dans le cadre des prestations visées, sur demande expresse du Pouvoir Adjudicateur, qui utilisera les mécanismes habituels de modification contractuelle (hors clause de réexamen) pour retirer avec une indemnité qui sera calculée sur la base du montant forfaitaire du site ou bâtiment (cf. DPGF) à laquelle sera appliqué un pourcentage de 3 %.

Cette indemnité ne pourra pas s'appliquer suite aux visites des sites effectuées par le Titulaire au démarrage du marché.

Le Titulaire ne pourra pas s'opposer au retrait et accepte dès à présent les conditions de l'indemnité à percevoir.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, un avenant (modification contractuelle) sera signé par les parties et notifié au Titulaire par l'acheteur public.

21.1 Transfert du marché à un autre Titulaire

Dans le cas où la société Titulaire ferait l'objet :

- D'une fusion ;
- D'une transformation de sa forme juridique ;
- D'une restructuration ;
- D'une acquisition (cession et donation) ;
- D'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- D'une location gérance.

Le Titulaire du marché a l'obligation d'informer le Pouvoir Adjudicateur de la procédure de transfert et de transmettre toutes les pièces et justificatifs afférents. Le Pouvoir Adjudicateur pourra alors établir une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau Titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

Dans le cas d'une substitution de Titulaire, le Titulaire sortant s'astreint à une obligation d'informer le Titulaire pressenti du contrat le liant au ministère de l'Intérieur ainsi qu'à une obligation d'informer ledit ministère, Pouvoir Adjudicateur d'un tel événement.

Article 22 - Cession et nantissement de créances

L'exemplaire « spécial et unique » du marché est délivré à la demande du Titulaire conformément aux dispositions prévues à l'article 4.2 du CCAG-FCS.

Article 23 - Garantie, délai de garantie et retenue de garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'un (1) an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie sur les prestations du marché.

Article 24 - Assurances

Conformément au délai fixé à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire, les co-traitants ainsi que sous-traitants désignés dans le marché ont l'obligation de justifier par attestation, et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont Titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie est suffisante et illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire est en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 19-Pénalités en cas de non-transmission des éléments.

Article 25 - Disposition générales - langue

Le présent marché est passé conformément aux règles du Code de la commande publique. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

Article 26 - Résiliation – exécution par défaut

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS. Cette résiliation pourra être partielle (résiliation d'un ou plusieurs bâtiments) ou complète (résiliation de toutes les casernes).

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra notamment recourir à la résiliation aux frais et aux risques du Titulaire en cas de faute de ce dernier.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par rapport à son offre, de survenance d'anomalies, de manquements, de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, de retards, de non transmission de documents ou attestations et notamment ceux prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8, le Pouvoir Adjudicateur en avise le Titulaire, par tout moyen utile et le met en demeure de remédier immédiatement au(x) problème(s) constaté(s).

À défaut d'obtempérer immédiatement ou en cas de non réactivité du candidat 10 jours après mise en demeure formulée par écrit et assortie d'un délai, le Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation du marché aux torts et frais exclusifs du Titulaire.

Celle-ci prend effet dès réception du courrier de résiliation par le Titulaire (date de signature de l'avis de réception par le Titulaire).

Toutefois, il pourra être demandé au Titulaire d'assurer sa prestation jusqu'à son remplacement, à ses frais, sans qu'il puisse le refuser.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du Titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du Titulaire. L'exécution aux frais et risques du Titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au Titulaire défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le Titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera versée.

Le RPA pourra aussi résilier à tout moment le marché pour motif d'intérêt général. La demande de résiliation sera formulée par LRAR ou via l'outil de messagerie PLACE.

Article 27 - Contentieux

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le Médiateur des entreprises, dont la

saisine s'effectue sur le site internet du Ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics.

Ils peuvent également s'adresser au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dont les coordonnées sont les suivantes :

CCIRA DE NANTES
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte - CS 44416
35044 Rennes Cedex

Article 28 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1^{er}, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du Code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- Si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- Si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- Si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- Si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtrésor.gouv.fr).

Article 29 - Dérogations

Toutes les dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du CCAG-FCS relatif à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services s'appliquent au présent marché à l'exception des dispositions indiquées ci-dessous :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
4 – Confidentialité	Article 5.3
13 – Co-traitance et sous-traitance	Article 3.6
18 – Pénalités	Article 14, notamment articles 14.1.2 et 14.1.3
26 – Résiliation – exécution par défaut	Article 4.2
Articles du CCAP	Articles du CCP
5 – Prise d'effet - Durée du marché - montants	L. 2125-1